



MAIRIE DE NANTERRE

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

FOURNITURE ET LIVRAISON DE MATÉRIELS DE QUINCAILLERIE ET DE SERRURERIE

Un an reconductible trois fois

- CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES -

Personne publique et pouvoir adjudicateur :

Mairie de Nanterre

1, place du 27 mars 2002 - 92000 Nanterre

Représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur :

Monsieur le Maire de Nanterre

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-61 du Code de la commande publique (CCP) :

Service de la commande publique

Comptable assignataire des paiements :

La Trésorière principale municipale

Mode de consultation :

Appel d'offres ouvert (art. R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP)

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - MONTANT	4
ARTICLE 3 - DUREE.....	4
ARTICLE 4 - LIEU D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	4
ARTICLE 5 - CATEGORIE ET FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 - PIECES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	5
ARTICLE 8 – RESPECT DES PRINCIPES DE LAICITE ET DE NEUTRALITE	5
ARTICLE 9 – DELAIS D'EXECUTION	6
ARTICLE 10 - BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXECUTION	7
ARTICLE 12 - COTRAITANCE	8
ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 14 - PROMOTION DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI – CLAUSE D'INSERTION SOCIALE.....	9
ARTICLE 15 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	9
ARTICLE 16 - PRIX	9
ARTICLE 17 – AVANCE.....	10
ARTICLE 18 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
ARTICLE 19 – CONDITIONS DE LIVRAISON	12
ARTICLE 20 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS	13
ARTICLE 21 – GARANTIE DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 22 – MAINTENANCE.....	14
ARTICLE 23 - PENALITES.....	14
ARTICLE 24 - RESILIATION DU MARCHÉ	15
ARTICLE 25 - CIRCONSTANCES NOUVELLES.....	15
ARTICLE 26 – PRESTATION SIMILAIRE	15
ARTICLE 27 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	16
ARTICLE 28 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	16

ARTICLE 29 - REGLEMENT DES LITIGES.....	16
ARTICLE 30 - DOCUMENTS EXIGIBLES AU TITRE DU CODE DU TRAVAIL	17
ARTICLE 31 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	17

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 - Objet

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de matériels de quincaillerie et de serrurerie pour les besoins des services municipaux.

1.2 - Allotissement

Les prestations sont décomposées en lots traités par marché séparé. Le candidat peut remettre une offre pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Lot n°	Libellé
1	Fourniture et livraison d'articles de quincaillerie et de serrurerie divers
2	Fourniture et livraison de cylindres et clés de marque VACHETTE

ARTICLE 2 - MONTANT

Les montants relatifs aux marchés figurent à l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 - DUREE

Chaque marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification. Il est tacitement reconductible 3 fois par période de 12 mois.

La non-reconduction prendra la forme d'une décision expresse de la part du représentant du pouvoir adjudicateur et interviendra dans un délai de 3 mois avant l'échéance de chaque période d'exécution.

ARTICLE 4 - LIEU D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

Les livraisons devront principalement être effectuées à l'adresse suivante :

Centre Technique Municipal

20, Avenue de la Liberté

92 000 NANTERRE

Du lundi au vendredi de 8H00 à 12H00 et de 13H30 à 17H00

Le Centre Technique Municipal est fermé entre 12H00 et 13H30.

A titre exceptionnel, les livraisons pourront avoir lieu sur d'autres sites. Les livraisons devront être en tous points conformes aux commandes de la Ville.

Les colis devront être déposés par le transporteur à l'intérieur des bâtiments, **en présence du réceptionnaire impérativement.**

ARTICLE 5 - CATEGORIE ET FORME DU MARCHÉ

5.1 - Catégorie de marché

Les marchés relèvent de la catégorie des marchés publics de fournitures courantes.

5.2 - Forme du marché

Chaque marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire et à bons de commande, conformément aux articles L. 2125-1 et R. 2162-2 à R. 2162-6 du CCP.

Toutes les stipulations contractuelles étant fixées par l'accord-cadre, chaque marché sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP.

ARTICLE 6 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité.

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes :
 - Annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Annexe 2 : les taux de remise consentis sur le tarif général
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- Le cadre du mémoire technique remis avec l'offre
- Le catalogue général

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) dans sa version en vigueur.
- Les normes françaises homologuées ou toutes autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, relatives à l'objet du marché. Ces normes et spécifications sont celles en vigueur à la date de notification du présent marché au titulaire, et celle subséquentes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.
Le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux prestations pendant la durée du marché.

Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire et/ou des fabricants qu'ils distribuent ne font pas partie des documents contractuels.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Sans objet

ARTICLE 8 – RESPECT DES PRINCIPES DE LAICITE ET DE NEUTRALITE

8.1. Le présent contrat implique pour le personnel du titulaire d'être en contact avec les agents du pouvoir adjudicateur ou d'être en contact avec du public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

8.2. Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

8.3. Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes du service référent :

Mairie de Nanterre – Direction des Affaires juridiques et de la Commande publique.

Il informe sans délai l'acheteur ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

8.4. Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans un délai de 15 jours calendaires.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) par jour et par infraction constatée, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

ARTICLE 9 – DELAIS D'EXECUTION

Pour le lot 1

La livraison complète des matériels ne pourra jamais excéder 10 jours ouvrés, à compter de la date de réception, par le Titulaire, du bon de commande transmis par la Ville.

En cas de commande urgente, ce délai ne pourra pas excéder 48 heures. Le caractère urgent de la commande sera alors signifié sur le bon de commande transmis au Titulaire (par courriel ou télécopie).

Les délais de livraison figurent à l'acte d'engagement.

Pour le lot 2

En cas de fabrication spéciale, le délai de livraison sera décidé d'un commun accord entre la Ville et le Titulaire.

En cas de retard de livraison de tout ou partie de la commande par rapport aux délais susvisés, le Titulaire se verra appliquer des pénalités dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessous.

Tout produit abîmé ou défectueux sera refusé et remplacé par le prestataire dans un délai de 15 jours.

ARTICLE 10 - BONS DE COMMANDE

Pour répondre à ses besoins, la collectivité émet un bon de commande comportant les mentions suivantes:

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;

- Le délai/la date de livraison ou d'exécution ;
- Le lieu de livraison ou d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser.

Le bon de commande devra être signé par le représentant du pouvoir adjudicateur pour être honoré par le titulaire. Le bon de commande sera adressé au titulaire par tout moyen traçable.

Le titulaire accuse réception du bon de commande par les mêmes moyens. Il dispose d'un délai de 2 jours ouvrés (du lundi au vendredi) à compter de la date de réception de la commande pour faire connaître, le cas échéant, ses observations. En l'absence d'observations et passé ce délai, le titulaire sera réputé avoir accepté la commande considérée.

Le titulaire précise, dans son accusé de réception, la date prévisionnelle de livraison/exécution. Il informe le responsable de la commande de la date exacte de livraison/exécution au moins 48 heures à l'avance. Dans le cas contraire, la personne publique pourra refuser la livraison/exécution et fixer une nouvelle date en accord avec le titulaire.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les conditions techniques d'exécution des prestations sont détaillées au CCTP.

11.1 - Obligations générales du titulaire

Le titulaire du marché devra fournir à la Ville, les nom et coordonnées de son référent pour le suivi d'exécution du présent marché. Tout changement devra être communiqué à la Ville.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par le code du travail.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer.

Le titulaire reste responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit, et notamment des dommages survenant du fait de son personnel. Son personnel devra respecter le règlement intérieur de la Ville et les consignes données par les agents chargés de l'exécution pour la Ville (accès aux locaux, circulation, mesure de sécurité, port des EPI, interdiction de fumer...).

Le titulaire du marché a une obligation de conseil envers la Ville.

Pendant toute la durée d'exécution, les prestations devront être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux normes et spécifications techniques applicables. Le titulaire est tenu de se conformer aux règles régissant sa profession et d'en suivre l'évolution.

11.2 - Obligations de discrétion - confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de l'exécution du marché, conformément à l'article 5 du CCAG-FCS.

Tout renseignement, document ou objet communiqué au titulaire ou parvenu à sa connaissance à l'occasion de l'exécution de la prestation, est à titre confidentiel. Le titulaire se porte garant de la discrétion de son personnel et doit informer ce dernier de son obligation de confidentialité et du respect du secret professionnel.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

11.3 - Obligations de Résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites au présent marché. Il s'engage en outre à informer sans délai la personne publique de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées et à exécuter les prestations dans les délais fixés dans le marché.

Il s'engage à affecter à l'exécution du présent marché les intervenants nécessaires, notamment en matière de personnel, proposés lors de la remise de son offre. A ce titre l'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'il assure.

11.4 - Responsabilités du titulaire - Assurances

La personne publique donne accès à tous les locaux et installations sur lesquels le titulaire doit intervenir pour l'exécution des prestations. Pour être conforme au dispositif de sécurité de la Mairie, le titulaire veillera à ce que ses intervenants soient clairement identifiables.

Le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés par son fait personnel ou celui de ses préposés, aux personnes et aux biens matériels et installations.

Le titulaire demeure seul responsable à l'égard des tiers.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire devra justifier auprès du pouvoir adjudicateur dans le délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché et avant tout début d'exécution des prestations qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. La garantie devra être suffisante pour couvrir l'ensemble des risques.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le titulaire du marché s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, par tout moyen traçable, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

ARTICLE 12 – COTRAITANCE et SOUS-TRAITANCE

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme du groupement est déterminée à l'acte d'engagement.

Il est précisé qu'en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement est solidairement engagé à réaliser l'ensemble des prestations du marché.

Et en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chaque membre du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Ville.

Le marché ne comporte pas de sous-traitance.

ARTICLE 13 – INTERDICTION DE PARTICIPATION DES ENTREPRISES AYANT DES LIENS AVEC LA RUSSIE

En application du règlement (UE) n°2022/576, ne sont pas autorisés à participer :

(i) les ressortissants russes, ou les personnes physiques ou morales, les entités ou les organismes établis en Russie ;

(ii) les personnes morales, les entités ou les organismes dont plus de 50% des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité visée au point (i) ;

(iii) les personnes physiques ou morales, les entités ou les organismes agissant pour le compte ou selon les instructions d'une entité visée aux points (i) ou (ii).

Ne sont également pas autorisés à participer, lorsque les prestations qui leur sont confiées représentent plus de 10% de la valeur du marché, les sous-traitants, fournisseurs ou entités aux capacités desquels il est recouru, au sens des directives sur les marchés publics, se trouvant dans au moins l'un des trois cas susmentionnés (i) (ii) (iii).

ARTICLE 14 - PROMOTION DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI – CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Sans objet.

ARTICLE 15 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

En application des articles 7 et 16.2 du CCAG-FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations environnementales légales ou contractuelles, chaque manquement entraînera, après mise en demeure restée infructueuse, l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Dans une approche de cycle de vie des produits, les candidats devront apporter une attention particulière à l'identification et la réduction des impacts environnementaux et sociaux, qui devront, autant que faire se peut, limiter leur impact sur l'environnement et contribuer à la promotion du développement durable. Il précisera, par ailleurs, dans le mémoire technique sa démarche en faveur du développement durable et de l'insertion sociale.

ARTICLE 16 - PRIX

16.1 - Nature des prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés complets et comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations, et que le titulaire est réputé connaître.

Ainsi il ne pourra être réclamé aucune indemnité, ni augmentation des prix pour la mise en œuvre des prestations, objet du présent marché.

Sauf dispositions contraires, tous les prix figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Les montants facturés sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG-FCS, les prix initiaux portés à l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date limite de réception des offres établie dans l'appel à la concurrence ou les documents de la consultation. Ce mois correspond au mois zéro (**M₀**).

16.2 – Prix unitaire initial

Les prix initiaux du marché correspondent :

- Pour les produits figurant au bordereau de prix :
 - Aux prix des articles du bordereau de prix.
- Pour les autres produits figurant au catalogue ou tarifs généraux du fournisseur et/ou fabricant :

- Aux prix des articles du catalogue ou tarifs généraux du fournisseur et/ou fabricant en vigueur au moment du dépôt de l'offre assortis d'un taux de remise unique ou différentes en fonction des gammes ou marques de produits.

16.3 - Modalités de variations des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution.

Pour les produits du catalogue, les taux de remises annexés à l'acte d'engagement sont fixes pendant toute la durée d'exécution des marchés.

Les prix catalogues seront révisés par référence au tarif général applicable à l'ensemble de la clientèle du titulaire, après demande écrite du titulaire au plus tard 1 mois avant la date d'entrée en application des nouveaux prix. Le titulaire transmettra les nouveaux catalogues et listes de prix à la Collectivité.

Pour les produits du BPU :

Pour chaque période d'exécution reconduite, les prix sont révisables une fois, à compter de la date anniversaire de notification. Les prix ainsi révisés seront applicables jusqu'à la prochaine date anniversaire de notification.

Formule de révision :

$$P_R = P_{M0} \times (I_M / I_{M0})$$

dans laquelle :

P_R = prix révisé

P_{M0} = prix initial établi au mois de la date limite de réception des offres

I_M = dernière valeur de l'indice I connue, même provisoire à la date de demande de révision

I_{M0} = valeur de l'indice I au mois M_0

Lot 1 :

I = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25.7 – Coutellerie, outillage et quincaillerie - Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763910

Lot 2 :

I = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25.72 – Serrures et cylindres pour le bâtiment Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763912

Cette révision ne peut avoir lieu que si le Titulaire ou la Collectivité en fait la demande écrite à l'autre partie, au plus tard 2 mois après la date anniversaire de notification du marché.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception de la demande, pour notifier aux titulaires sa décision.

Si les nouveaux prix sont acceptés, ils entrent en application à la date prévue par le pouvoir adjudicateur dans sa notification.

En cours d'exécution du marché, quand le titulaire appliquera des promotions sur son catalogue général, ces promotions devront être appliquées à la collectivité lorsque le prix promotionnel sera inférieur aux conditions du marché.

Dans ce cas, le caractère promotionnel des prix devra apparaître sur la facture ou le relevé mensuel. Les promotions mensuelles seront portées à la connaissance de la Collectivité 30 jours au minimum avant la date d'effet et entreront dans le cadre du marché.

ARTICLE 17 – AVANCE

Le versement d'une avance est prévu conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du CCP.

Le taux est fixé à 10% pour les PME et à 5% pour les autres opérateurs économiques.

Dans l'hypothèse où le titulaire souhaite bénéficier de cette avance, son versement sera conditionné par la constitution d'une garantie à première demande à hauteur du montant total de l'avance et dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du CCP.

ARTICLE 18 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

18.1 - Présentation des demandes de paiement

Le contenu des demandes de paiement est prévu à l'article 11.3 du CCAG-FCS. Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des prestations exécutées par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

18.2 - Dématérialisation des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures dématérialisées adressées à la Mairie de Nanterre devront comporter les informations suivantes :

- **Le numéro de SIRET** qui identifiera la structure en tant que destinataire de la facture :

Ville de Nanterre – budget principal SIRET 21920050800014 – NAF 8411Z

- **Le numéro d'engagement (et uniquement les derniers chiffres)** que vous trouverez sur le bon de commande (exemple : 221672 sur le bon de commande)
- **Le code service (et uniquement les 3 premiers caractères)** que vous trouverez sur le bon de commande (exemple : ARC sur le bon de commande)

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la Ville est le FR 0A 219200508.

Toute facture qui ne respecte pas le formalisme exigé (absence de numéro d'engagement, envoi papier alors que l'envoi électronique est obligatoire...) vous sera retournée.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro ([*https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr](https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr)) dédié à la préparation de la facturation électronique.

Le titulaire veillera à renseigner sur sa facture le numéro d'engagement et le code service communiqué préalablement par la ville de Nanterre, sous peine de rejet de sa facture. Tout changement de situations du prestataire devra être transmis à la Ville dans les meilleurs délais, notamment en cas de changement du SIRET.

18.3 - Mode de règlement

Le règlement des sommes dues au titre du marché sera effectué par virement administratif suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est : le Maire de Nanterre.

Le comptable assignataire du paiement est : la Trésorière Principale Municipale.

L'Euro sera utilisé comme unité monétaire.

18.4 - Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de son point de départ conformément aux articles R. 2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire percevra des intérêts moratoires au taux prévu par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 19 – CONDITIONS DE LIVRAISON

Les livraisons seront à effectuer au Centre Technique Municipal situés sur la ville de Nanterre, à l'adresse figurant au bon de commande.

Le titulaire devra impérativement prendre contact, **au préalable 48 heures au minimum**, avec la direction concernée pour convenir de la date et l'heure de la livraison, ainsi que l'endroit précis de la livraison. Sinon, le pouvoir adjudicateur pourra refuser la livraison et fixer une nouvelle date en accord avec le titulaire.

Le titulaire devra faire en sorte d'avoir le personnel voulu et en nombre suffisant pour assurer la manutention.

Toute livraison égarée, du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire, et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Pour toute livraison :

- Les colis devront être déposés par le transporteur à l'intérieur des établissements et ou dans le local prévu à cet effet, et en présence du réceptionnaire impérativement.
- Toute livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison mentionnant obligatoirement la référence de la commande et du marché.
- Les colis ne devront pas présenter de déformation ni de déchirure. Ils pourront être ainsi contrôlés rapidement en présence du livreur.
- Les colis seront acheminés sur le lieu exact de livraison indiqué par la Ville, franco de port et d'emballage, sous la responsabilité du titulaire.
- Le déchargement des camions sera à la charge du titulaire, que la livraison soit confiée à un transporteur ou à son équipe.
- Les camions devant transporter les colis devront être adaptés au circuit de livraison (étroitesse des rues, tonnage, circulation,...).
- Le conditionnement des articles doit assurer une protection efficace lors des transports, des manutentions et de stockages.

Les risques afférents au transport, jusqu'au lieu de destination désigné dans le bon de commande, incombent au titulaire.

A la demande de la Ville, le titulaire est tenu de récupérer tous les emballages ayant servi aux livraisons, et de laisser les locaux en parfait état de propreté. |

ARTICLE 20 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS

En vertu de l'article 27 du CCAG FCS,

La Ville procédera aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives dans un délai de 30 jours.

Elles consistent à vérifier la conformité entre :

- La quantité fixée sur le bon de commande et celle effectivement livrée
- La référence des articles et ceux effectivement livrés
- L'état des articles livrés

En cas de retour des livraisons non conformes (articles abîmés ou défectueux, livrés en nombre erroné, articles non commandés...), les frais occasionnés sont à la charge du titulaire.

20.1 - Vérification qualitative non conforme

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou de la commande régulièrement passée dans les conditions prévues au présent cahier, le représentant de la personne publique peut :

- Soit la refuser, la fourniture doit alors être remplacée dans un délai prescrit par la Ville. Une mise en demeure écrite sera adressée par tout moyen au titulaire. Ce nouveau délai ne s'oppose pas à l'application des pénalités de retard au regard du délai initial de livraison.
- Soit l'accepter, avec réfaction de prix déterminée d'un commun accord. Le défaut d'accord entraîne le rejet de la fourniture.

20.2 - Vérification quantitative non conforme

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le représentant de la personne publique peut mettre le titulaire en demeure :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande.
- Soit, dans le cas contraire, de compléter la livraison dans les délais qui lui seront prescrits à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande. Ce nouveau délai ne s'oppose pas à l'application des pénalités de retard au regard du délai initial de livraison. |

ARTICLE 21 – GARANTIE DES FOURNITURES

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission de la fourniture. |

21.1 – Garantie contre les vices cachés

La fourniture est garantie par le Titulaire contre tout vice caché, c'est à dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison sous réserve que le stockage dans l'établissement après livraison soit conforme aux conditions réglementaires ou traditionnelles concernant le produit livré. En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le Titulaire dans le délai d'un mois à compter de la demande par télécopie ou mail, une réfaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré de la Personne Publique.

21.2 - Normes

Le Titulaire garantit que les produits et matériels respectent les normes en vigueur au jour de la livraison et qu'ils ne sont pas dangereux pour l'environnement.

ARTICLE 22 – MAINTENANCE

Sans objet.

ARTICLE 23 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités quel que soit leur montant total pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard éventuellement appliquées au titulaire ne sera pas limité.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, la Ville notifiera le montant de la pénalité au titulaire. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire aura un délai de 5 jours calendaires pour formuler ses observations.

Le montant des pénalités établies vient en déduction des paiements dus, indépendamment du recours direct de la personne publique en cas d'insuffisance des sommes dues.

En cas de sous-traitance ou de cotraitance, les pénalités sont notifiées au titulaire/mandataire du groupement d'entreprises. Le titulaire/mandataire a la charge de répartir les pénalités entre les sous-traitants ou cotraitants.

En tant que de besoin, les pénalités peuvent faire l'objet d'émission d'un titre de perception à l'encontre du titulaire.

Pénalités	Montant	Conditions
<i>Retard de livraison par rapport au délai fixé dans l'acte d'engagement</i>	$P = V \times R / 50$ Dans laquelle : P = Montant de la pénalité V = Valeur HT du bon de commande R = Nombre de jours de retard	<i>Applicable après mise en demeure</i>
<i>Retard de remise des documents</i>	<i>10 € Par document et par jour calendaire</i>	
<i>Non-respect des engagements environnementaux</i>	<i>500 € par manquement</i>	<i>Applicable après mise en demeure</i>
<i>Non respects du principe de laïcité</i>	<i>150 € par jour et par infraction constatée</i>	<i>Applicable après mise en demeure pour régularisation de la situation dans un délai de 15 jours</i>
<i>Non-respect des obligations issues de la législation du travail (L8221-3 à L8221-5 du Code du travail),</i>	<i>Résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire</i> <i>ou</i> <i>120 € par jour de retard.</i>	<i>Applicable après mise en demeure pour régularisation de la situation dans un délai de 15 jours</i> <i>En absence de régularisation dans le délai indiqué</i>

ARTICLE 24 - RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du CCP et aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché de plein droit en cas d'inexécution ou d'exécution défectueuse repérée et constatée des prestations demandées. Ceci comprend le non-respect du présent CCAP et du CCTP.

En outre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité en cas de non-respect des principes de laïcité et de neutralité, soit de prononcer la résiliation de plein droit du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques, soit en cas de manquement persistant et après mise en demeure restée sans effet, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

La résiliation de plein droit sera prononcée après une mise en demeure restée infructueuse dans les quinze jours qui suivent sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle ne donne lieu à aucun droit à indemnité pour le titulaire et prend effet à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire, dans la mesure où la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution ne lui profite pas.

Dans tous les cas de résiliation du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution et, le cas échéant, en cas de résiliation aux torts du titulaire, leur exécution aux frais et risques de ce dernier.

ARTICLE 25 - CIRCONSTANCES NOUVELLES

Le titulaire du marché est tenu de notifier à la Ville de Nanterre, dans les plus brefs délais, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise,
- au capital de l'entreprise,
- à la fusion de l'entreprise avec un tiers au marché,
- à la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches d'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs,

et généralement, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Les documents suivants devront être fournis lors de la notification des modifications précitées à la Ville :

- un extrait du journal d'annonces légales précisant les modifications inhérentes au statut de l'entreprise,
- le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire,
- le K BIS,
- un relevé d'identité bancaire,
- les attestations d'assurance.

ARTICLE 26 – PRESTATION SIMILAIRE

ARTICLE 27 - CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du CCP, le marché pourra faire l'objet d'un réexamen de ses conditions dans les cas suivants.

27.2 - Substitution d'un nouveau titulaire

Il s'agit du remplacement du titulaire initial du marché par un nouveau titulaire et à la condition que les autres clauses du marché restent inchangées. C'est notamment en cas de cession du marché ou à la suite d'une opération de restructuration, de fusion ou d'acquisition du titulaire initial.

Après avoir été informée par le titulaire initial du projet de cession du marché, la Ville signifie par écrit son accord de principe à la substitution du titulaire initial. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par la Ville pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

Pour effectuer le transfert du marché, la Ville enverra au titulaire du marché un acte de transfert à remplir et à lui retourner signé. La substitution effective du titulaire initial s'opérera à compter de la signature par la Ville de l'acte de transfert qui lui aura été remis, sous réserve que le nouveau titulaire du marché lui ait remis l'ensemble des documents administratifs qui lui seront demandés avec l'acte de transfert.

27.3 - Obsolescence ou changement d'indice de révision

En cas d'obsolescence ou de changement de base d'un indice ou d'un index utilisé au présent CCAP pour la formule de révision ou d'actualisation des prix, un nouvel indice pourra s'y substituer sous réserve de l'accord écrit de la ville et du titulaire quant au choix du nouvel indice. Seul l'indice ou l'index pourra être modifié par le présent article et non les modalités de calcul de la formule de révision ou d'actualisation des prix.

ARTICLE 28 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

En complément de l'article 39.2 du CCAG-FCS, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché.

Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

ARTICLE 29 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend qui s'élèverait entre les parties pourra être soumis à l'avis du comité consultatif de règlement amiable.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les juridictions administratives du ressort de la Ville de Nanterre sont seules compétentes.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

En cas de persistance du litige, la juridiction à saisir est le

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE
2-4, boulevard de l'Hautil
BP 30322
95027 CERGY-PONTOISE CEDEX
Téléphone : 01 30 17 34 00 - Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

ARTICLE 30 - DOCUMENTS EXIGIBLES AU TITRE DU CODE DU TRAVAIL

Conformément aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, le titulaire du marché est tenu de communiquer tous les six mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles précités.

ARTICLE 31 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les clauses dérogatoires non expressément mentionnées dans le présent article ne sont pas réputées non écrites dès lors que celles-ci sont suffisamment claires et précises.

Les articles suivants du CCAP dérogent au CCAG-FCS :

- L'article 6 « Pièces contractuelles » déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.
- L'article 16 « Prix » déroge à l'article 10.1 du CCAG-FCS.
- L'article 18.1 « Présentation des demandes de paiement » déroge à l'article 11.3 du CCAG-FCS.
- L'article 23 « Pénalités » déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.
- L'article 23.3 déroge à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS relatif aux pénalités en matière d'objectifs d'insertion sociale.
- L'article 23.4 déroge à l'article 16.2.3 du CCAG-FCS relatif aux pénalités en matière d'obligations environnementales.
- L'article 24 « Résiliation du marché » complète les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.
- L'article 28 « Redressement ou liquidation judiciaire » déroge à l'article 39.2 du CCAG-FCS.